

**Assemblée générale**

Distr. générale
15 décembre 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 147 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental****Rapport sur l'exécution du budget de la Mission
des Nations Unies pour l'organisation
d'un référendum au Sahara occidental
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007
au 30 juin 2008****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	4
II. Exécution du mandat	4
A. Considérations générales.....	4
B. Exécution du budget.....	5
C. Activités d'appui de la Mission.....	6
D. Tableaux budgétaires axés sur les résultats	6
III. Exécution du budget.....	18
A. Ressources financières.....	18
B. Évolution des dépenses mensuelles	19
C. Autres recettes et ajustements.....	19
D. Dépenses pour matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome.....	20
E. Contributions non budgétisées	20
IV. Analyse des écarts	21
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre.....	23



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 (exercice 2007/08).

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile organique, composante militaire et composante appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.)

Catégorie	Montant réparti	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	6 556,2	6 449,7	106,5	1,6
Personnel civil	15 112,5	15 599,0	(486,5)	(3,2)
Dépenses opérationnelles	24 407,1	23 471,6	935,5	3,8
Montant brut	46 075,8	45 520,3	555,5	1,2
Recettes provenant des contributions du personnel	1 865,4	2 017,0	(151,6)	(8,1)
Montant net	44 210,4	43 503,3	707,1	1,6
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	3 315,6	2 945,2	370,4	11,2
Total	49 391,4	48 465,5	925,9	1,9

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	203	189	6,9
Contingents	27	27	—
Police des Nations Unies	6	6	—
Personnel recruté sur le plan international	115	97	15,7
Personnel recruté sur le plan national	151	147	2,6
Volontaires des Nations Unies	24	23	4,2
Postes de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	—	—	—

Personnel recruté sur le plan national	1	—	100,0
Personnel fourni par des gouvernements	10	4	60,0

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice 2007/08 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 février 2007 (A/61/744). Son montant brut, qui s'élevait à 47 990 700 dollars (montant net : 45 890 300 dollars), y compris des contributions volontaires en nature budgétisées d'un montant de 3 315 600 dollars, devait permettre de financer le fonctionnement de la Mission et le déploiement de 203 observateurs militaires, 27 membres des contingents, 6 membres de la Police des Nations Unies, 115 agents recrutés sur le plan international, 151 agents recrutés sur le plan national, 25 Volontaires des Nations Unies et 10 fonctionnaires fournis par des gouvernements.

2. Suivant la recommandation faite par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 38 de son rapport sur le financement de la MINURSO en date du 13 avril 2007 (A/61/852/Add.3), l'Assemblée générale, par sa résolution 61/290 du 29 juin 2007, a ouvert un crédit d'un montant brut de 44 321 600 dollars (montant net : 42 221 200 dollars) pour financer le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice 2007/08.

3. Dans une note à l'Assemblée générale sur les modalités de financement de la MINURSO en date du 25 avril 2008 (A/62/817), le Secrétaire général a informé l'Assemblée que la Mission prévoyait pour l'exercice 2007/08 des dépenses supplémentaires d'un montant brut de 1 754 200 dollars, imputables principalement à l'augmentation des frais de location des avions et à la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport au dirham marocain, qui ont eu une incidence sur les frais de relève des observateurs militaires de la MINURSO, les traitements du personnel recruté sur le plan national et les dépenses connexes, les frais d'achat de véhicules et de combustible, le coût des services locaux d'informatique et de communication, les dépenses d'affrètement et le coût des rations.

4. Dans sa résolution 62/268 du 20 juin 2008, l'Assemblée générale, sur recommandation orale du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/C.5/62/SR.40), a ouvert un crédit supplémentaire d'un montant brut de 1 754 200 dollars (montant net : 1 989 200 dollars) pour assurer le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice 2007/08 et l'a mis en recouvrement.

5. Le montant brut total des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans ses résolutions 61/290 et 62/268 pour financer la Mission pendant l'exercice 2007/08 s'élève donc à 46 075 800 dollars (montant net : 44 210 400 dollars). Il a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

6. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la MINURSO dans sa résolution 690 (1991) et l'a prorogé dans ses résolutions ultérieures. Le mandat relatif à l'exercice considéré est énoncé dans les résolutions 1754 (2007), 1783 (2007) et 1813 (2008) du Conseil, par lesquelles il l'a prorogé jusqu'au 30 avril 2009.

7. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre l'objectif général consistant à aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

8. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, établis pour la composante civile organique, la composante militaire et la composante appui.

9. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2007/08, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

10. Comme l'indiquent les tableaux axés sur les résultats, pendant l'exercice considéré, la Mission a continué d'œuvrer en faveur d'un règlement politique du statut définitif du Sahara occidental, notamment en organisant des réunions entre les parties concernées et en aidant l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions. La MINURSO a également continué d'assister le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à mettre en œuvre le programme de mesures de confiance en encourageant les échanges de visites familiales.

11. La stabilité qui a continué à régner dans la région et l'effort déployé par les parties pour assurer la liberté de mouvement du personnel militaire des Nations Unies ont permis à la Mission d'exécuter son mandat dans des conditions favorables. Pendant l'exercice écoulé, la Mission a continué de veiller à ce que les parties respectent l'accord de cessez-le-feu, en renforçant les patrouilles d'observation motorisées ou aériennes conformément au concept d'opérations militaires révisé adopté au cours de l'exercice 2006/07. Toutefois, en raison des positions prises par les parties à l'accord de cessez-le-feu, aucun progrès n'a été fait s'agissant de leur participation aux réunions de la Commission mixte de vérification militaire.

12. Grâce à la création d'une cellule de lutte antimines et à l'allocation de ressources aux programmes de déminage, la Mission a intensifié les activités visant à éliminer les dangers que représentent les mines et les engins non explosés pour son personnel et pour la population civile. Des progrès ont aussi été faits dans le domaine du déminage humanitaire, après la reconduction d'un mémorandum d'accord avec l'organisation non gouvernementale britannique Land Mine Action.

13. Trois facteurs ont influé défavorablement sur l'exécution du budget de l'exercice considéré : la dépréciation continue du dollar des États-Unis par rapport au dirham marocain et à d'autres devises, la difficulté de trouver sur le marché local des fournisseurs capables de répondre aux besoins de la Mission en fournitures, biens et services, et les mauvaises conditions météorologiques.

14. Alors que les dépenses prévues dans le budget approuvé avaient été estimées sur la base du taux de change de l'ONU, soit 8,67 dirhams marocains pour 1 dollar

des États-Unis, le taux de change réel moyen de l'exercice considéré a été de 7,15 dirhams pour 1 dollar, ce qui représente une baisse de la valeur du dollar de 17,5 %. C'est ce qui explique que le Secrétaire général ait dû demander des ressources supplémentaires dans la note du 25 avril 2008 sur le financement de la MINURSO (A/62/817) et que l'Assemblée générale ait décidé d'ouvrir un crédit supplémentaire dans sa résolution 62/268.

15. Le manque de fournisseurs sur le marché local a fortement ralenti la procédure d'achat et ce retard s'est répercuté sur la mise en œuvre des projets prévus, en particulier dans les bases d'équipes d'observateurs militaires et les bureaux de liaison de Tindouf. Par ailleurs, certains travaux de construction et de rénovation ont dû être différés à cause du délai d'obtention des permis délivrés par les autorités locales. La Mission a néanmoins continué à réaliser les travaux prioritaires de mise en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelles et les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile recommandées par le Département de la sûreté et de la sécurité.

16. Au cours de l'exercice considéré, les opérations aériennes de la Mission ont été gênées par des vents violents venus du désert et de fortes pluies qui ont endommagé les aérodromes, et en été, par une forte canicule. En conséquence, l'avion de la MINURSO n'a pas pu effectuer toutes les heures de vol prévues dans le budget.

C. Activités d'appui de la Mission

17. Pendant l'exercice écoulé, la Mission a continué à mettre en œuvre des mesures visant à améliorer la qualité du service et l'efficacité de l'appui fourni au personnel militaire, à la police et au personnel technique. Comme l'indiquent les tableaux relatifs à la composante appui, la Mission a réduit de 27 % les dépenses de communications par réseaux commerciaux à partir de téléphones mobiles ou de lignes fixes, qui sont tombées de 214 700 dollars en 2006/07 à 156 200 dollars en 2007/08. Elle a ramené le nombre de lignes fixes de 14 à 4 et le nombre de lignes de radiomessagerie unilatérale de 56 à 16. Enfin, elle a introduit un formulaire électronique pour consigner les mouvements du personnel, limitant ainsi à deux jours au plus le délai nécessaire pour obtenir une autorisation de voyage.

D. Tableaux budgétaires axés sur les résultats

Composante 1 : composante civile organique

18. Au cours de la période considérée, la composante civile organique de la Mission a continué à contribuer aux progrès vers un règlement politique du statut définitif du Sahara occidental. La Mission a appuyé l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions, participé à trois séries de pourparlers directs entre les parties au conflit au Sahara occidental (Maroc et le Front Polisario) et les pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie. Elle a aidé à organiser des réunions et établi des rapports quotidiens et hebdomadaires, procédé à des revues de presse et à des analyses de la situation politique et en matière de sécurité au Sahara occidental et dans la région et apporté un soutien logistique à l'Envoyé personnel. Elle a également prêté son concours au HCR dans le cadre du

programme de mesures de confiance, qui a permis 542 échanges de visites familiales.

Réalisation escomptée 1.1 : Progrès vers un règlement politique du statut définitif du Sahara occidental

Indicateurs de succès prévus

25 réunions et échanges de communications écrites entre les parties au Sahara occidental – Maroc, Front Polisario et pays voisins (Algérie et Mauritanie) (2005/06 : 17; 2006/07 : 25; 2007/08 : 25)

Indicateurs de succès effectifs

3 pourparlers directs entre les parties au conflit au Sahara occidental – Maroc-Front Polisario et les pays voisins (Algérie et Mauritanie) dirigés par l'Envoyé personnel du Secrétaire général. Le Représentant spécial du Secrétaire général de la MINURSO a assisté aux 3 pourparlers.

Le nombre de réunions a été moins élevé que prévu en raison des positions prises par les parties.

Produits prévus

12 réunions avec les représentants de l'Union africaine sur la situation politique dans la région

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

47 Réunions hebdomadaires en groupe restreint tenus par le Représentant spécial du Secrétaire général avec des représentants de l'Union africaine (UA) et du HCR et le commandant de la Force

Le Représentant du Secrétaire général a porté la fréquence des réunions avec le commandant de la Force, le HCR et l'Union africaine de deux fois par mois à une fois par semaine en raison du regain d'activité politique suscité par les pourparlers directs avec les parties.

Appui à l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions, notamment grâce à la fourniture de notes d'information périodiques sur la situation sur le terrain, de mises à jour périodiques sur l'évolution de la situation politique et de la situation en matière de sécurité dans la région, d'analyses et d'avis politiques, et d'un appui logistique au cours de ses visites dans la région

Oui Par le biais de rapports quotidiens et hebdomadaires, de revues de presse, d'analyses de l'évolution de la situation politique et de la situation en matière de sécurité au Sahara occidental et dans la région.

Participation du Représentant spécial du Secrétaire général à :

3 séries de pourparlers entre les parties organisés avec la médiation de l'Envoyé spécial du Secrétaire général

2 réunions avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général dans la zone de la Mission, lors de la visite qu'il a effectuée dans la région

Appui logistique pour la coordination des réunions avec les autorités locales (transports aériens et terrestres et hébergement prévus pour la visite de l'Envoyé spécial du Secrétaire général dans la région en février 2008)

Exposés politiques et accompagnement de 12 délégations d'États Membres et de 10 délégations d'organisations non gouvernementales, internationales, gouvernementales et de médias en visite

2 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité

180 notes de revues de la presse internationale et locale en 4 langues sur les questions régionales et internationales liées au Sahara occidental, à l'intention d'organismes des Nations Unies et des États Membres

2 Délégations d'États Membres. Le nombre de visites effectuées par les États Membres auprès de la Mission a été plus faible que prévu.

11 Visites d'organisations non gouvernementales et d'organisations de médias, y compris de 10 membres d'organes de presse internationale et de 1 journaliste marocain

2 Rapports

250 Notes de revues de la presse internationale et locale. Leur nombre a été plus élevé que prévu en raison de la reprise des pourparlers directs entre les parties.

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les réfugiés et les personnes disparues

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.2.1 52 échanges de visites familiales (2005/06 : 18; 2006/07 : 52; 2007/08 : 52)

38 échanges de visites entre 542 familles, pour un total de 2 274 bénéficiaires (1 198 provenant des camps de réfugiés et 1 076 du Territoire). Le nombre d'échanges de visites a été moins élevé que prévu en raison du temps qu'il a fallu au HCR pour sélectionner les bénéficiaires du programme de mesures de confiance et des difficultés rencontrées à cet égard du fait que certaines personnes ne disposaient pas des pièces d'identité nécessaires.

1.2.2 Échange d'informations entre les parties sur le sort des personnes disparues

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est occupé du sort des personnes disparues. Ce type d'activité étant particulièrement délicat, il a maintenu le caractère strictement confidentiel des éléments d'information s'y rapportant. Il a continué à rechercher avec les parties la trace des personnes encore portées disparues dans le cadre du conflit.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations*

Accueil de 4 réunions de donateurs organisées par le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) pour évaluer la situation alimentaire dans les camps et présentation d'exposés politiques

1 Réunion de donateurs organisée par le HCR et le PAM, avec la participation de la MINURSO. Le succès de l'appel de fonds lancé par le HCR en mai 2008 explique que l'on n'ait pas eu à organiser davantage de réunions.

Organisation de 28 réunions avec les organismes des Nations Unies présents dans la région [HCR, Organisation mondiale de la santé (OMS), PAM et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)] et d'autres organismes internationaux également

13 Réunions au bureau de liaison de Tindouf entre les organismes des Nations Unies (HCR, PAM, FAO et UNICEF) et d'autres organismes internationaux (CICR et OIM). En outre, le Chef du bureau de liaison de Tindouf a tenu des

représentés dans la région [le CICR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)] sur le règlement des problèmes humanitaires, concernant notamment l'aide aux réfugiés et les migrations illégales à travers le Sahara occidental

Réunions trimestrielles avec le HCR pour examiner l'application des mesures de confiance

8 communiqués de presse à l'appui du programme de mesures de confiance entre les parties, notamment pour les appels de fonds du HCR

Appui logistique pour la poursuite du programme de mesures de confiance entre les parties, notamment l'accompagnement de réfugiés à l'occasion de 52 échanges de visites familiales

réunions informelles ponctuelles et est resté régulièrement en contact avec les organismes intéressés.

Le nombre indiqué est le nombre de réunions que les organismes concernés ont organisées, en invitant la MINURSO à y participer.

3 Réunions, soit :

2 réunions à Laayoune

1 réunion du Représentant spécial du Secrétaire général avec des responsables du HCR à Genève en octobre 2007

Il n'y a pas eu lieu d'organiser de réunions trimestrielles, le Représentant spécial du Secrétaire général ayant examiné avec le HCR les progrès réalisés dans l'application des mesures de confiance à l'occasion de réunions hebdomadaires.

Non La MINURSO a cessé de publier des communiqués de presse sur le programme de mesures de confiance mené par le HCR, ce dernier ayant décidé de se doter de sa propre structure d'information.

38 La MINURSO a accompagné les 38 familles ayant pris part aux échanges de visites organisées par le HCR. Le HCR a organisé moins de visites que prévu au cours de la période considérée en raison de difficultés liées au processus de sélection, certains des bénéficiaires ne disposant pas des pièces d'identité nécessaires.

Prestation de services de transport aérien et terrestre et de services médicaux aux bénéficiaires du programme de visites familiales (542 familles)

Composante 2 : composante militaire

19. Comme indiqué en détail dans les divers cadres, au cours de la période considérée, la composante militaire de la Mission a continué de s'assurer du respect de l'accord de cessez-le-feu par les parties et a soutenu les efforts visant à réduire les risques posés par la présence de mines des deux côtés du mur de sable. À cet effet, elle a intensifié ses patrouilles, en a élargi le champ afin de couvrir l'ensemble des éléments militaires des parties concernées, a effectué des visites au siège des unités militaires et enquêté sur toutes les allégations reçues. La Mission a également mis en place une cellule de lutte antimines et coordonné les levés et les activités de destruction des mines et des munitions non explosées avec la composante militaire

et Land Mine Action, organisation non gouvernementale britannique. La composante militaire a suivi de près la destruction des mines et des munitions non explosées par les parties et, chaque fois que possible, a signalé les zones dangereuses. Tous les indicateurs et les produits prévus ont été atteints, à l'exception de la participation des parties aux réunions d'une commission militaire mixte de vérification, en raison de la position prise par les parties.

Réalisation escomptée 2.1 : Respect des accords de cessez-le-feu par les parties

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.1.1 Absence de violations graves du cessez-le-feu et des accords militaires connexes (2005/06 : 0; 2006/07 : 0; 2007/08 : 0)

Réalisé

2.1.2 Participation des parties à l'accord de cessez-le-feu aux réunions de la Commission mixte de vérification militaire (2005/06 : 0 %; 2006/07 : 0 %; 2007/08 : 100 %)

Aucune réunion n'a été tenue en raison des positions adoptées par les parties

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre

Observations

Contacts mensuels avec les commandants locaux et des officiers supérieurs des deux parties

18 Réunions avec le commandant de la Force de la MINURSO

29 200 jours/homme de patrouilles d'observation mobile, de jour et de nuit (à raison de 4 observateurs militaires par patrouille, 20 patrouilles par jour x 365 jours)

35 040 Jours/homme de patrouilles d'observation mobile (4 observateurs militaires des Nations Unies par patrouille x par 24 patrouilles par jour x 365 jours).

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par une révision du concept opérationnel de la Mission qui a renforcé son efficacité opérationnelle et sa capacité à contrôler le respect du cessez-le-feu

416 « journées de visites » de liaisons effectuées par les observateurs militaires des Nations Unies auprès d'éléments et de postes de commandement des forces armées des deux parties (4 observateurs militaires par visite x 2 visites par semaine x 52 semaines)

832 « Journées de visites » de liaison effectuées par des observateurs militaires des Nations Unies auprès d'éléments et de postes de commandement des forces armées des deux parties (4 observateurs par visite x 4 visites par semaine x 52 semaines)

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par l'augmentation du nombre d'allégations de violations des accords de cessez-le-feu (nombre de cas ayant donné lieu à investigations : 2006/07 : 28; 2007/08 : 49)

733 heures de patrouille aérienne à partir des 9 bases d'opération en vue de l'inspection des 4 312 éléments militaires des deux parties

1 204 Heures de patrouille aérienne à partir des 9 bases d'opération (33,46 heures d'hélicoptère par mois x 3 hélicoptères x 12 mois) au-dessus

(20,36 heures d'hélicoptère par mois
x 3 hélicoptères x 12 mois)

de 11 092 éléments militaires des deux parties

Le nombre plus élevé que prévu d'éléments contrôlés s'explique par l'augmentation du nombre d'allégations de violations de cessez-le-feu par les deux parties.

Cette augmentation s'explique également par :

- i) Une place accrue faite aux opérations de reconnaissance par hélicoptère;
- ii) Des patrouilles spéciales destinées à enregistrer les références du maillage du SIG en vue de la mise à jour des cartes, des itinéraires suivies par les patrouilles au sol et des voies d'évacuation et de la confirmation de l'alignement du mur de sable dans le secteur sud.

Enquêtes sur des allégations faisant état de violations du cessez-le-feu par les parties, le cas échéant

Oui 49 allégations ont fait l'objet d'enquêtes.

Réalisation escomptée 2.2 : Réduction du danger posé par les mines des deux côtés du mur de sable

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.2.1 Aucun mort ni blessé suite à l'explosion de mines ou de munitions (2005/06 : 1; 2006/07 : 0; 2007/08 : 0)

Différentes parties et organisations non gouvernementales ont notifié 10 explosions à la MINURSO, mais celle-ci n'a pas pu s'assurer de l'existence de cas de blessures ou de décès.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre

Observations

Marquage des munitions non explosées et supervision des opérations de destruction par les deux parties et par des organisations non gouvernementales s'occupant d'actions antimines

Oui 239 zones à risque délimitées par la Mission. La Mission a supervisé la destruction par les parties de 1 809 mines et munitions non explosées, la destruction par les parties et les organisations non gouvernementales de 3 199 mines et munitions de gros calibres stockées mais non utilisables, et le déminage par des organisations non gouvernementales de 2 126 000 mètres carrés de terrain.

Mise à jour des levés et des cartes des champs de mines et des munitions non explosées mis à la disposition des parties, des ONG s'occupant d'actions antimines et de la population locale qui utilisent le nouveau système d'informations géographique

Oui 72 zones ont fait l'objet de levés dont les résultats ont été saisis dans une base de données spécialisée. Des cartes et d'autres informations sur les zones dangereuses ont été fournis au personnel de la MINURSO, d'autres organisations internationales présentes au Sahara occidental, y compris l'ONG Land Mine Action (Royaume-Uni), et aux autorités locales.

En outre, Land Mine Action a effectué des levés dans 4 des 5 zones d'opérations (Bir Lahlou, Tifariti, Mehaires et Mijek) situés à l'est du mur de sable et les résultats obtenus ont permis à la MINURSO de mettre à jour la base de données et les cartes sur les mines.

Composante 3 : appui

20. Au cours de la période faisant l'objet du rapport, et dans le cadre de la composante appui de la Mission, des services efficaces et rationnels ont été fournis dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité, à en moyenne 189 observateurs militaires, 27 militaires et 6 membres de la Police des Nations Unies ainsi qu'au personnel civil comprenant 97 membres recrutés sur le plan international, 147 recrutés sur le plan national, 23 Volontaires des Nations Unies et 4 observateurs de l'Union africaine. Les services fournis au titre de l'appui ont concerné l'administration du personnel, les soins de santé, le programme relatif au VIH/sida, les sexospécificités, la déontologie et la discipline, l'entretien et la construction de locaux à usage de bureaux et de logements, les transports aériens et terrestres, les technologies de l'information et des communications, la logistique et la fourniture de services de sécurité dans toute la zone de la Mission. Durant la période considérée, les factures téléphoniques ont été réduites et un formulaire électronique sur les mouvements de personnel a été introduit. L'objectif consistant à réduire le temps nécessaire à la réparation des véhicules dans les bases d'opérations et la consommation de carburant pour les groupes électrogènes n'a pas pu être atteint du fait des retards dans le processus de passation des marchés et des délais importants pour effectuer les formalités douanières.

Réalisation escomptée 3.1 : Appui efficace et rationnel à la Mission dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

3.1.1 Réduction de la quantité de carburant nécessaire pour les groupes électrogènes (2005/06 : 1 387 000 litres; 2006/07 : 880 000 litres; 2007/08 : 700 000 litres)

Objectif non atteint. La consommation de carburant nécessaire pour les groupes électrogènes au cours de la période 2007/08 a été de 1 006 100 litres. Le plan visant à remplacer les groupes les plus anciens pour réduire la consommation de carburant ne s'est pas concrétisé du fait des retards au niveau de la passation des marchés (commande passée le 10 décembre 2007 et livraison effectuée le 24 juillet 2008).

3.1.2 Réduction des dépenses afférentes aux communications par réseaux commerciaux pour les téléphones cellulaires et les lignes fixes louées de 8 % du budget total des communications par réseaux commerciaux en 2006/07

Objectif atteint grâce à un contrôle rigoureux de l'accès aux lignes internationales et à l'itinérance. Au cours de la période faisant l'objet du rapport, les frais de communication par réseaux commerciaux pour les téléphones cellulaires et les lignes fixes louées se sont élevés à 156 200 dollars contre 214 700 dollars au cours de la période 2006/07, ce qui représente une diminution de 27 %.

3.1.3 Réduction du nombre de jours nécessaires pour approuver les demandes d'autorisation des mouvements de personnel (2005/06 : 4 jours; 2006/07 : 4 jours; 2007/08 : 2 jours)

Objectif atteint. L'introduction des formulaires électroniques a permis de réduire les délais d'approbation et d'autorisation à deux jours ou moins.

3.1.4 Réduction du nombre moyen de jours nécessaires à la réparation des véhicules se trouvant dans les bases d'opérations (2005/06 : 6 jours; 2006/07 : 6 jours; 2007/08 : 4 jours)

Objectif non atteint. Le matériel et les outils nécessaires pour améliorer le fonctionnement des ateliers situés dans les bases d'opérations n'ont pas été reçus avant juillet 2008, des difficultés ayant été rencontrées pour identifier des fournisseurs susceptibles de livrer la série complète d'outils requis.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

Amélioration des services

Mise en œuvre d'un programme visant à diminuer les frais de téléphonie cellulaire en réduisant le nombre d'appels officiels sur le réseau international et réduction du nombre de lignes fixes louées grâce à l'utilisation d'une connexion numérique (le nombre des lignes de radiomessagerie unilatérale serait ramené de 56 à 16 et celui des lignes louées de 14 à 4)

Oui Les lignes fixes louées ont été remplacées par une connexion numérique. Le nombre de lignes de radiomessagerie unilatérale a été ramené de 56 à 16 et celui des lignes fixes louées de 14 à 4.

Mise en œuvre d'un système de manifestes électroniques pour les mouvements du personnel tant civil que militaire dans la zone de la Mission

Oui Un système de manifestes électroniques pour les mouvements de personnel a été introduit.

Déploiement de matériel d'atelier pour les transports terrestres dans 3 bases d'opérations (Smara, Awsard et Oum Dreyga) afin de faciliter l'exécution sur place plutôt qu'à Laayoune, des travaux de réparation du châssis ou de la carrosserie des véhicules endommagés

Non Le matériel et les outils ont été livrés le 21 juillet 2008, des difficultés ayant été rencontrées pour identifier des fournisseurs adéquats.

Personnel militaire, personnel de police et personnel civil

Mise en place, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 27 soldats, 203 observateurs militaires et 6 membres de la Police des Nations Unies

27 Soldats

189 Observateurs militaires des Nations Unies

6 Membres de la Police des Nations Unies

Vérification, surveillance et inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome du personnel militaire

Oui Vérification, surveillance et inspection, chaque mois, du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistiques autonome du personnel militaire

Fourniture et stockage de rations alimentaires et d'eau en bouteille pour un effectif moyen de 230 militaires, 114 membres du personnel

Fourniture d'eau et de rations alimentaires au personnel de la MINURSO (effectif moyen) en 12 lieux comme suit :

international, 25 Volontaires des Nations Unies et 6 membres de la Police des Nations Unies en 12 lieux

Administration de 114 membres du personnel international, 151 agents recrutés sur le plan national et 25 Volontaires des Nations Unies

Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire, du personnel de police et du personnel civil, comprenant une formation, une initiative de prévention, un dispositif de contrôle et des mesures disciplinaires

Installations et infrastructures

Entretien et réparation de 9 bases d'opérations d'équipes d'observateurs militaires, 4 locaux des Nations Unies et 3 bâtiments à usage d'habitation pour le personnel civil et militaire en 12 lieux

Construction de chemins, d'ateliers et de blocs sanitaires dans les installations précitées

Services d'assainissement pour tous les locaux, notamment égouts et collecte et évacuation des déchets

Exploitation et entretien de trois installations d'épuration de l'eau appartenant à l'ONU dans 3 bases

189 Observateurs militaires des Nations Unies

97 Fonctionnaires internationaux

23 Volontaires des Nations Unies

6 Membres de la Police des Nations Unies

Personnel administré (effectif moyen)

97 Fonctionnaires internationaux. Produit inférieur aux prévisions du fait des délais de recrutement dus à la forte concurrence avec les autres missions pour les candidats qualifiés, aux démissions et au redéploiement de personnel vers d'autres missions.

147 Agents recrutés sur le plan national

23 Volontaires des Nations Unies

Programme de déontologie et de discipline offert à tout le nouveau personnel. L'ensemble du personnel a suivi un cours obligatoire en ligne sur la déontologie et la discipline. Les 41 cas rapportés, y compris un cas d'exploitation et d'abus sexuels, ont fait l'objet d'une enquête.

9 Entretien des bases d'opérations d'équipes d'observateurs militaires

4 Entretien de locaux des Nations Unies

3 Rénovation de bâtiments à usage d'habitation pour le personnel civil et militaire en 12 lieux

135 Mètres de chemins ont été construits.

6 Blocs sanitaires dans trois locaux de la Mission à Laayoune et dans trois bases (Awsard, Oum Dreyga et Mahbas)

3 Ateliers pour l'entretien des groupes électrogènes

Oui Les normes d'assainissement ont été améliorées grâce à l'externalisation des services au siège de la MINURSO à Laayoune. Collecte et évacuation quotidiennes des déchets par une société. Amélioration du système de traitement des eaux d'égout dans trois bases à l'ouest et quatre basées à l'est du mur de sable

1 Entretien d'une installation d'épuration de l'eau au siège de la Mission. Les installations prévues sur les sites de Bir Lhlou et Mijek n'existent

	toujours pas, les fournisseurs n'ayant pas envoyé les pièces nécessaires pour creuser des puits usés.
Exploitation et entretien de 45 groupes électrogènes appartenant à l'ONU en 11 lieux	45 Groupes électrogènes 12 Lieux
Transports terrestres	
Exploitation et entretien de 330 véhicules appartenant à l'ONU, y compris des remorques et des ambulances, dans 5 ateliers (Laayoune, Awsard, Smara, Oum Dreyga et Tindouf)	321 Véhicules. Neuf véhicules ont été passés par pertes et profits au cours de la période faisant l'objet du rapport. 5 Ateliers
Transport aérien	
Exploitation et entretien de 3 avions et 3 hélicoptères	3 Avions 3 Hélicoptères 4 942 Nombre total d'heures de vol (y compris 1 204 heures de patrouille aérienne) 19 534 Nombre total de passagers transportés
Transmissions	
Exploitation et entretien de 3 systèmes de téléphonie PABX et 12 stations satellite terriennes (1 station a été mise hors service en 2006)	3 Systèmes de téléphone PABX 12 Stations satellite terriennes. Un lien satellite a été mis à la disposition de l'ensemble de la Mission.
22 postes VHF fixes et mobiles, 226 postes HF fixes et mobiles et 2 postes hertziens répartis sur 13 sites, notamment un projet de renforcement de la confiance	22 Postes VHF fixes 262 Postes HF fixes et mobiles 2 Postes hertziens 13 Lieux En outre, 422 Radios VHF fixes/mobiles/portatives, y compris 256 radios portatives 18 Répéteurs VHF, notamment à l'appui du projet de renforcement de la confiance 1 Érection d'une tour d'appoint à Mijek et élargissement de la portée du répéteur à un rayon d'environ 60 kilomètres 1 Système de visioconférence
Exploitation et entretien d'un système de visioconférence	
Exploitation et entretien de 28 systèmes de téléphone par satellite portables	28 Systèmes de téléphone par satellite portables

Informatique

Exploitation et entretien de 28 serveurs, 410 ordinateurs de bureau, 66 ordinateurs portables, 178 imprimantes et 32 émetteurs numériques en 12 lieux

- 28 Serveurs
- 440 Ordinateurs de bureau
- 76 Ordinateurs portables
- 210 Imprimantes

Les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables et les imprimantes qui devaient être passés par pertes et profits ont été réparés et remis en circulation, ce qui a accru le nombre d'unités utilisées.

- 32 Émetteurs numériques
- 12 Bases
- 12 Réseaux (LAN et WAN)

Exploitation et entretien de 12 réseaux locaux (LAN) et réseaux étendus (WAN) pour 494 usagers dans 12 bases

- 494 Usagers
- 12 Lieux

Exploitation et entretien du réseau local sans fil

Oui

Exploitation et entretien d'un système d'information géographique (SIG) avec 2 traceurs

- 2 Traceurs SIG

Exploitation et entretien de 6 systèmes d'établissement de cartes d'identité

- 6 Systèmes d'établissement de cartes d'identité

Services médicaux

Exploitation et entretien d'un dispensaire assurant des soins dentaires de niveau 1, d'un laboratoire, d'un hôpital de niveau 1, de la structure nécessaire à deux équipes médicales avancées et de postes de soins d'urgence et de premiers secours en trois lieux pour l'ensemble du personnel de la Mission, le personnel d'autres organismes des Nations Unies et la population civile locale en cas d'urgence

- Oui Déploiement de postes de soins d'urgence et de premiers secours grâce à deux équipes médicales avancées dans la base de Smara dans le secteur nord et la base d'Awsard dans le secteur sud, relevés toutes les deux semaines

1 dispensaire de niveau 1 fournissant des soins dentaires et doté d'un laboratoire à Laayoune

Services médicaux fournis :

- 2 799 Bilans de santé réalisés au sein du dispensaire
- 695 Bilans de santé réalisés par les équipes médicales avancées
- 1 639 Examens de laboratoire
- 2 544 Patients traités au dispensaire assurant des soins dentaires
- 192 Patients orientés vers des installations médicales de niveaux 2 et 3

Entretien d'un dispositif d'évacuation par voies aérienne et terrestre à l'échelle de la Mission dans

- Oui Dispositif d'évacuation disponible en tout temps vers les hôpitaux de niveau 3 à Casablanca et

toutes les bases de l'ONU, notamment vers des hôpitaux de niveau 3 en 2 lieux

Las Palmas. Au 10 juin 2008, la Mission négociait avec un hôpital mauritanien afin de desservir les bases du sud.

Évacuation de 4 morts et de 4 blessés dans la zone de la Mission

Offre de services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels destinés à l'ensemble du personnel de la Mission en ce qui concerne le VIH

Oui Fourniture de services de consultation et de dépistage volontaires et confidentiels concernant le VIH par le service médical (30 cas). En outre, des trousseaux de prophylaxie après exposition et des préservatifs ont été mis à disposition dans le cadre de la lutte contre l'infection à VIH.

Programme de sensibilisation au VIH pour l'ensemble du personnel de la Mission, y compris par la voie de l'éducation mutuelle

Oui Réunions de sensibilisation au VIH pour 177 nouveaux membres du personnel de la Mission; organisation de séances d'information et présentations spéciales et diffusion de matériaux de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, le 1^{er} décembre 2007

Autres fournitures et services

Production de 700 cartes à l'aide du nouveau système d'information géographique

483 Cartes conçues et distribuées à l'ensemble du personnel au format PDF, limitant le besoin de reproduire les cartes sous forme imprimée

Sécurité

Fourniture de services de sécurité 24 heures par jour, 7 jours par semaine dans l'ensemble de la zone de la Mission

Oui 45 agents de sécurité ont fourni des services de sécurité 24 heures par jour, 7 jours par semaine dans 13 installations de la Mission, notamment pour ce qui est de l'administration des gardes de sécurité, des enquêtes, de la fourniture de cartes d'identité, du recueil d'informations sur la sécurité, de la formation et des conseils généraux en matière de sécurité

Service de protection rapprochée 24 heures par jour pour le personnel de rang élevé de la Mission et les personnalités en visite

Oui Fourni comme prévu

Programme d'orientation en matière de sécurité et formation de base à la lutte contre l'incendie et exercices pour tout le personnel qui arrive dans la Mission

308 Séances d'orientation à la sécurité organisées à l'intention de tout le nouveau personnel de la Mission

Non La formation à la lutte contre l'incendie et les exercices n'ont pas eu lieu du fait du retard pris pour identifier et recruter un agent de sécurité ayant une expérience de la gestion des incendies, les candidats sélectionnés ayant décliné les offres d'engagement.

III. Exécution du budget

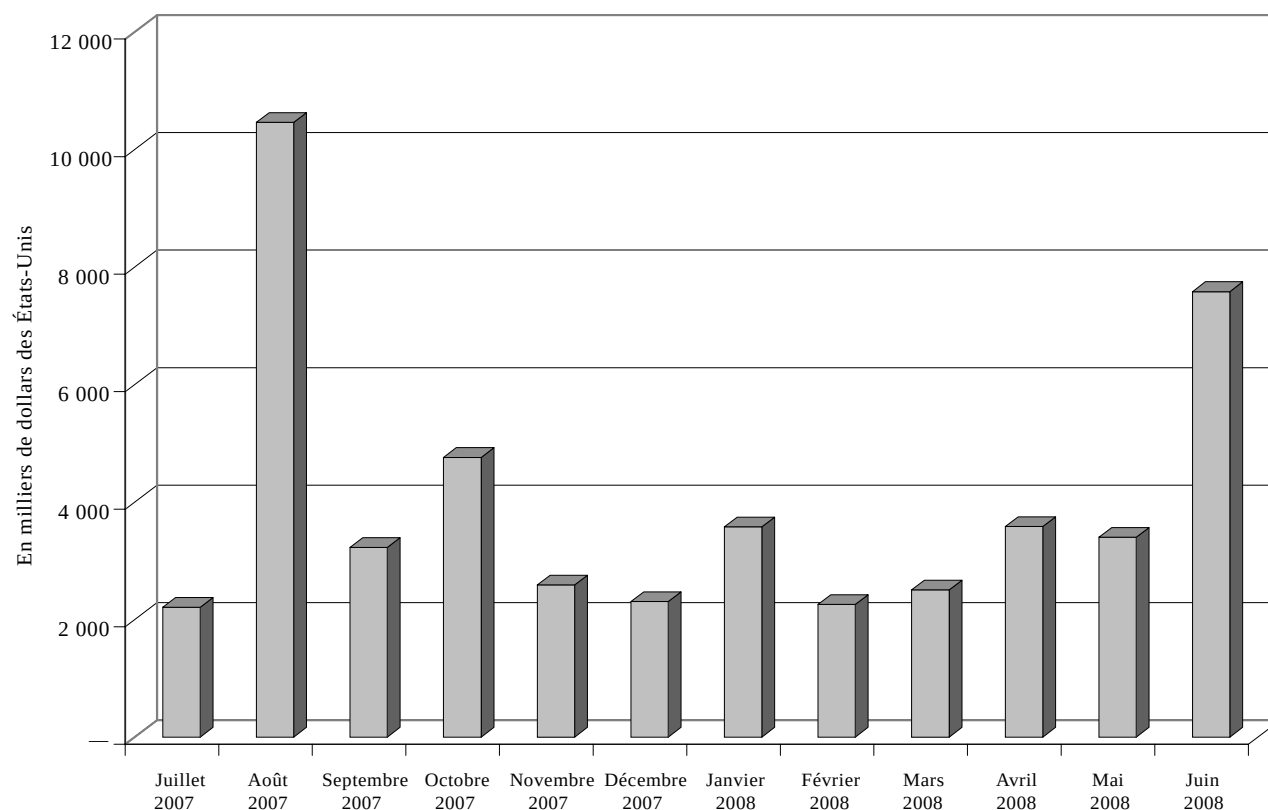
A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	5 715,3	5 645,6	69,7	1,2
Contingents	695,5	669,6	25,9	3,7
Police des Nations Unies	145,4	134,5	10,9	7,5
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	6 556,2	6 449,7	106,5	1,6
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	11 365,6	11 862,6	(497,0)	(4,4)
Personnel recruté sur le plan national	2 841,0	2 944,0	(103,0)	(3,6)
Volontaires des Nations Unies	838,3	765,3	73,0	8,7
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	67,6	27,1	40,5	59,9
Total partiel	15 112,5	15 599,0	(486,5)	(3,2)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	35,1	34,4	0,7	2,0
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	—	—	—	—
Voyages	500,3	494,6	5,7	1,1
Installations et infrastructures	3 652,5	3 425,9	226,6	6,2
Transports terrestres	2 613,6	2 636,9	(23,3)	(0,9)
Transports aériens	14 147,7	13 257,2	890,5	6,3
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Transmissions	1 705,8	1 707,1	(1,3)	(0,1)
Informatique	728,0	683,0	45,0	6,2
Services médicaux	154,7	84,8	69,9	45,2
Matériel spécial	—	—	—	—
Autres fournitures, services et matériel	869,4	1,147,7	(278,3)	(32,0)
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	24 407,1	23 471,6	935,5	3,8
Total brut	46 075,8	45 520,3	555,5	1,2
Recettes provenant des contributions du personnel	1 865,4	2 017,0	(151,6)	(8,1)
Total net	44 210,4	43 503,3	707,1	1,6
Contributions volontaires en nature ^a (budgétisées)	3 315,6	2 945,2	370,4	11,2
Total	49 391,4	48 465,5	925,9	1,9

^a Soit 323 100 dollars du Gouvernement algérien, 2 406 100 dollars du Gouvernement marocain et 216 000 dollars du Front POLISARIO.

B. Évolution des dépenses mensuelles



21. L'accroissement des dépenses en août 2007 tient principalement à l'augmentation de la passation de contrats pour l'achat de véhicules et de matériel, la location d'avions commerciaux, la fourniture de kérosène et l'établissement d'obligations contractuelles concernant les installations et les projets d'équipement. Les dépenses effectuées en juin 2008 correspondent à des décaissements pour le paiement de factures concernant l'achat de véhicules et d'équipement, et à des décaissements relatifs aux services de transport aérien et aux marchandises et services fournis par des prestataires de services.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	237,0
Recettes diverses ou accessoires	197,5
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	(1,3)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	734,7
Total	1 167,9

D. Dépenses pour matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	73,2
Unités de police constituées	–
Total partiel	73,2
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	1,5
Transmissions	–
Services médicaux	60,4
Équipement spécial	–
Total partiel	61,9
Total	135,1

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,9	1998	1998
Usage opérationnel intensif	1,5	1998	1998
Acte d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1998	1998

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur effective</i>
Accord sur le statut de la Mission ^a	2 353,9
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	2 353,9

^a Locaux fournis par les Gouvernements algérien et marocain.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	10,9	7,5 %

22. Le solde non utilisé s'explique par l'annulation des obligations concernant les indemnisations en cas de décès ou d'invalidité du personnel de la Police des Nations Unies, aucun cas de décès ou de blessure n'ayant été relevé au cours de la période couverte par le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(497,0)	(4,4 %)

23. Les dépenses supplémentaires s'expliquent par le fait que le taux moyen de vacance de poste (15,7 %) a été inférieur à celui prévu dans le budget (22 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(103,0)	(3,6 %)

24. Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par le fait que le taux moyen de vacance de poste (2,6 %) a été inférieur à celui prévu dans le budget (10 %).

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	73,0	8,7 %

25. Le solde non utilisé s'explique par la diminution des dépenses combinée à des dépenses inférieures aux prévisions s'agissant du rapatriement des Volontaires des Nations Unies : 11 rapatriements étaient prévus dans le budget, mais seulement 9 ont eu lieu durant la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	40,5	59,9 %

26. Le solde non utilisé s'explique par le retard dans la recherche et le recrutement de personnel approprié pour l'Équipe Déontologie et discipline; par conséquent, le poste d'agent recruté sur le plan national n'a pas été pourvu durant la période considérée. Les dépenses engagées au titre de cette rubrique sont liées au recrutement de quatre professeurs de langue.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	226,6	6,2 %

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts de plus de 5 % ou d'un montant supérieur à 100 000 dollars font l'objet d'une analyse.

27. Le solde non utilisé s'explique largement par a) l'annulation de l'achat du système de télévision en circuit fermé, la seule offre conforme au cahier des charges dépassant sensiblement le budget prévu; b) le non-remplacement de 16 climatiseurs; et c) le fait que le coût du carburant pour groupes électrogènes a été moindre que prévu.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	890,5	6,3 %

28. Le solde non utilisé s'explique par a) le nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions s'agissant des avions et des hélicoptères, en raison des intempéries survenues durant la période considérée (4 942 heures de vol effectuées contre 5 125 heures prévues dans le budget), et la diminution des besoins en kérosène qui en a résulté; b) les dépenses de location d'aéronefs moindres que prévu, en raison des déductions liées au fait que les appareils ont été immobilisés pour entretien plus longtemps que prévu dans le cahier des charges; et c) le remboursement par le HCR des services fournis à l'appui du programme de mesures de confiance.

	<i>Écart</i>	
Informatique	45,0	6,2 %

29. Le solde non utilisé résulte principalement du coût inférieur aux prévisions du remplacement des ordinateurs portatifs, des moniteurs d'ordinateur et des imprimantes en raison des prix avantageux accordés par les fournisseurs.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	69,9	45,2 %

30. Le solde non utilisé s'explique par le fait que le montant des services médicaux a été inférieur aux prévisions, le personnel de la Mission n'ayant été victime, au cours de la période considérée, d'aucun incident grave ayant entraîné des blessures et exigé une évacuation sanitaire à l'extérieur de la zone de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Autres fournitures, services et matériel	(278,3)	(32,0 %)

31. L'augmentation des dépenses est principalement imputable à l'inscription aux comptes de la Mission d'une perte de change résultant de la fluctuation du cours du dollar des États-Unis par rapport aux monnaies convertibles.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

32. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), il conviendrait que l'Assemblée générale se prononce sur :

a) L'affectation du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2008, soit 555 500 dollars;

b) L'affectation des recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2008, qui se montent à 1 167 900 dollars et se répartissent entre intérêts créditeurs (237 000 dollars), recettes accessoires ou diverses (197 500 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (734 700 dollars), moins ajustements sur exercices antérieurs (1 300 dollars).
